

Agence de BREST

26, rue de l'Eau Blanche
29200 BREST

Tél : +336 76 22 80 77

Mél : stephanie.uguen@bureauveritas.com

N° affaire : 7322560_1-4UJAWV9

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : LANDIVISIAU/BAN - Rénovation du bâtiment
0268

Base Aéronautique Navale
Bâtiment 0268 (26E)

Destinataire :

SEMBREIZH

Ba SOULE


5, Rue de Cronstadt
29200 BREST

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 1

**Présence d'Amiante**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
17/12/2021	Rev0	Version de base	Grégory ALLANIC
21/06/2024	Rev1	Mise à jour du CISSCT et consigne de la BAN	Stéphanie UGUEN
01/07/2024	Rev2	Mise à jour du CISSCT et consigne de la BAN	Stéphanie UGUEN 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	9
2.5. Intérimaires	9
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	13
3.2.1. Clôture et portail	13
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	14
3.2.5. Stationnements	14
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	15
3.2.8. Cantonnements et entretien	15
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	16
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	16
3.3.2. Plan d'installation de chantier	16
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	17
4. MESURES DE COORDINATION SPS	18
4.1. Définition des séquences d'interventions	18
4.2. Analyse de risques	24
4.3. Co-activités et protections collectives	34
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	34
4.3.2. Déplacement de protection collective	36
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	36
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	36
4.4. Equipement de levage	37
4.4.1. Autorisation de survol	37
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	37
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	37

4.5.1. Approvisionnements et stockage	37
4.5.2. Travaux superposés	37
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	37
4.5.4. Protection contre le bruit	38
4.5.5. Protection contre l'incendie	38
4.5.6. Travaux en hauteur	38
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	38
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	39
4.6. Moyens communs	39
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	39
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	39
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	39
4.6.4. Protection des accès – Auvents	40
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	40
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	41
5.1. Stockages sur le chantier	41
5.2. Nettoyage	41
5.3. Enlèvement des déchets	41
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	41
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	42
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	42
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	43
6.1. Déclarations particulières	43
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	43
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	44
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	44
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	44
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	44
6.7. Locaux témoins	44
7. ORGANISATION DES SECOURS	45
7.1. Téléphone de secours	45
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	45
7.3. Travail isolé	45
7.4. Procédure d'organisation des secours	45
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	46
7.6. Point de rencontre secours	46
7.7. Modèle de fiche de secours	47
8. CISSCT	48
8.1. Objectifs du CISSCT	48
8.2. Constitution du CISSCT	48
8.3. Composition et rôle du C.I.S.S.C.T.	48
8.4. Projet de Règlement du C.I.S.S.C.T.	48
ANNEXES AU P.G.C.	49

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage, la Maîtrise d'Oeuvre et l'OPC.
- **de la réunion AVP du 21/02/2020.**
- **du dossier APD de novembre 2020.**
- **du dossier PRO de décembre 2021**
- **du dossier DCE de mai 2024**

Le présent PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises :

- Par une actualisation du présent document lorsqu'il s'agit de modifications importantes,
- Par les observations ou notifications faites dans le registre journal de la coordination au fur et à mesure de l'avancement des travaux lorsque les adaptations sont mineures.

Modalités d'accès au chantier : Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBTENIR préalablement l'AGREMENT de la maîtrise d'ouvrage (démarche de l'entreprise titulaire pour son sous-traitant envisagé). **Aucune inspection commune ne peut être menée avec une entreprise qui n'est pas agréée.**

- OBLIGATION de participer à l'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS.

L'entreprise titulaire organise le rendez-vous en convenant de celui-ci avec le coordonnateur 10 jours minimum avant la date de démarrage souhaitée. Les rendez-vous doivent être groupés (par séquence) en priorité lors des réunions de chantier. Les demandes isolées de sous-traitants ne sont pas recevables.

- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au PGCSPS dans un délai minimal de 5 jours ouvrés avant la date d'intervention planifiée. **PPSPS PAR COURRIEL UNIQUEMENT.**

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

L'opération a pour objet la Rénovation du bâtiment 0268 (26E) et la création d'un parking d'une cinquantaine de places.

Contexte : Bâtiment datant de 1968, désaffecté depuis 10 ans.

Volume R+1 + combles et sous-sol.

Toiture double pente en bac acier.

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Lots séparés.

Appel d'offre public

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 6 janvier 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 12

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Point essentiels à organiser par CHAQUE LOT :

- **Gestion différenciée et valorisation des déchets.**
- **Réduction des pollutions de la parcelle et du voisinage.**

Respecter la loi AGECE (Anti-Gaspille Economie Circulaire) entrée en vigueur en juillet 2021 imposant :

- la mention des coûts et quantités de déchets dans les devis,
- une traçabilité fine de tous les déchets,
- la mise en place du tri 7 flux.

Valorisation des déchets : Pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 14 lots - 20 entreprises estimées.

Allotissement de l'opération :

01 - Terrassement Voiries Divers

02 – Gros OEuvre Démolition

- 03 - Charpente Bardage Bois
- 04 - Couverture
- 05 - Traitement de façades - Enduits
- 06 - Menuiseries extérieures
- 07 - Serrurerie Métallerie
- 08 - Cloisons Doublage Faux-Plafonds
- 09 - Menuiseries intérieures
- 10 - Revêtement de sols souple et durs
- 11 - Peinture
- 12 - Plomberie chauffage Ventilation
- 13 - Electricité CFO CFA
- 14 - Ascenseur

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 20

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage délégué	SEMBREIZH	5, Rue de Cronstadt 29200 BREST	soule.ba@sembreizh.fr	Ba SOULE
Maîtrise d'ouvrage délégué	SEMBREIZH	4 rue du 19 mars 1962 29018 QUIMPER CEDEX	soule.ba@sembreizh.fr	Soule BA
Maîtrise d'ouvrage	Établissement du service d'infrastructure de la défense de Brest (ESID de Brest)	BCRM de Brest - ESID de Brest - CC16 29240 BREST Cedex 9	02.98.14.80.26 stephane2.le-gall@intradef.gouv.fr	Stéphane LE GALL
Architecte / Maître d'œuvre	NOMADE ARCHITECTES	26, rue Alfred Kastler 56000 VANNES	02 97 47 03 37 lemoine@nomade.info	Céline LEMOINE
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION BREST	26 rue de l'Eau Blanche 29228 BREST CEDEX 2	06 76 22 80 77 stephanie.uguen@bureau-veritas.com	Stéphanie UGUEN
Bureau d'étude	OTEIS - ISATEG	5, rue de Kervezennec - ZI de Kergonan 29200 BREST	herve.decriem@oteis.fr	Hervé DECRIEM
Inspection du travail	Inspection du Travail dans les Armées	Contrôle Général des Armées - Antenne Brest - CC 33 29240 BREST Cedex 09	02 98 22 05 17 ita-brest.cmi.fct@intradef.gouv.fr	Claude CHAMBE
OPPBTP	OPPBTP BRETAGNE	18-20, rue Bahon Rault 35000 RENNES	rennes@oppbtp.fr	Gilles OMNES
CARSAT	CARSAT BRETAGNE	236 rue de Châteaugiron 35030 RENNES CEDEX 9	02.99.26.74.74 dgp.btp.carrieres@carsat-bretagne.fr	M. JEGU

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,
Contrat d'intérim si pas de DUE,
Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

L'entreprise de gros oeuvre se référera aux rapports suivants, rapports joints au dossier d'appel d'offres : Rapport de repérage de l'amiante avant travaux n° 7305318/S1.1.2.rev1.R en date du 19/02/2020 établi par Bureau VERITAS à Brest (29).

L'ensemble des éléments contenant de l'amiante doivent être retirés et éliminés dans le respect de la réglementation en vigueur et notamment les matériaux suivants, voir rapports pour les détails :

- Plaque de caniveau en fibre-ciment,
- Joint de bride des conduits,
- Joint d'équipement / chaudière,
- Colle de plinthe,
- Peinture de plafond,
- Conduits en fibre-ciment.

Rappel : Chaque entreprise doit prendre connaissance des repérages amiante avant travaux. L'entreprise a une obligation de résultat en terme de sécurité sur le chantier (analyse des risques exhaustifs à réaliser).

Le CSPS alerte les entreprises sur le fait que ce repérage n'exclue pas, de manière certaine, la présence d'amiante sur des matériaux non répertoriés. Des découvertes fortuites peuvent survenir. Les chefs d'entreprise doivent être particulièrement vigilants concernant leurs obligations, envers leurs salariés et les tiers.

L'entreprise réalisant le désamiantage est tenu d'appliquer des règles liées aux travaux sur matériaux contenant de l'amiante :

Les interventions doivent se dérouler sans coactivité.

Les travaux de retrait des matériaux amiantés sont conditionnés par l'établissement d'un plan de retrait qui doit être transmis 30 jours avant le démarrage des travaux aux organismes de prévention (IT, CARSAT & OPPBTP).

Le plan de retrait doit être effectué par une entreprise qualifiée.

Des mesures de fibres seront effectuées par un organisme agréé avant la mise en place du confinement ; pendant les travaux de retrait et à la fin (mesures libératoires) permettant de s'assurer de l'efficacité du confinement d'une part et de l'absence de fibres après retrait.

Les déchets provenant du retrait font l'objet d'un BSDA (bordereau de suivi des déchets amiantés) pour mise en décharge selon la réglementation.

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

L'opération se situe sur la base Aéronavale de LANDIVISIAU (29).

L'accès au site est soumis à une demande d'autorisation d'accès transmise à la BAN par l'organisme prescripteur ou bénéficiaire.

Les entreprises doivent se conformer au code de la route et aux règles de sécurité routière internes, la vitesse est limitée entre 10 et 50 Km/h pour les VL et 40Km/h pour les PL dans l'ensemble du site. Rouler au pas.

L'Entreprise titulaire du lot 02 gros oeuvre doit détailler un protocole de sécurité (opération Chargement/Déchargement). Chaque entreprise doit respecter le protocole.

Réseaux existants : Avant tout commencement des travaux dans le bâtiment existant, chaque entreprise doit recenser, dans l'emprise du chantier, les réseaux et canalisations situés dans les zones de travaux. Les travaux de dépose ne peuvent démarrer qu'une fois les installations électriques et des divers fluides neutralisés en coordination avec les services techniques de l'établissement. Les électriciens doivent avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils ont à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988).

Les différents branchements liés aux installations de chantier : doivent être réalisés avant le début des travaux, par l'entrepreneur du lot 02 gros oeuvre :

- Eau : Un branchement « eau potable » doit desservir la zone vie de chantier.
- Assainissement : Raccordement sur le réseau du site afin d'évacuer les eaux usées provenant du chantier.
- Électricité : Raccordement pour alimentation électrique afin de disposer d'une puissance suffisante.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

A l'extérieur, pendant la période de préparation, une clôture (y compris portails à deux vantaux et portillons fermant à clé) pour délimiter les emprises du chantier est mise en place par l'entreprise titulaire du lot 2 Gros oeuvre pour éviter toute intrusion du public et usagers des locaux ainsi que les divers panneaux réglementaires (port du casque obligatoire, chantier interdit au public, ...).

L'entreprise concernée installe des clôtures type HERAS sur plots béton ancrés solidement au sol. Les panneaux sont clavetés entre eux par éclisses et boulonnage à têtes inviolables. Les jambes de force sont ancrées au sol et disposées en nombre suffisant afin d'assurer la pérennité de l'ouvrage pendant toute la durée du chantier.

L'entrepreneur titulaire du lot 2 entretient et maintient en bon état permanent la clôture jusqu'au terme des travaux.

Chaque entreprise en assure la fermeture quotidienne.

3.2.2. Accès

L'entreprise titulaire du lot 2 gros oeuvre doit des portails et portillons fermant à clé (circulation piétonne différenciée) aux entrées et sorties de chantier. Ouvertures côté intérieur.

Les travaux et stockages doivent permettre le maintien des cheminements horizontaux et verticaux, l'évacuation du personnel, ainsi que la possibilité d'intervention des Services de Secours.

3.2.3. Circulations

Les entreprises doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour que les personnes extérieures aux travaux ne soient pas soumises à des risques de chute de plain pied (câbles des enrouleurs suspendus, balisage des zones de travaux, etc.).

Mesures de nettoyage des camions ou engins devant circuler sur la voie publique :

Les accès et les voies publiques sont en permanence maintenus propres par les entreprises avec des moyens efficaces tels que balayeuses aspiratrices équipées de jets à haute pression.

PHASE CONSTRUCTION :

Circulations intérieures du chantier : L'entrepreneur titulaire du **Lot Terrassements-VRD** réalise les voies et pistes de chantier.

Réalisation et entretien des circulations : Les réseaux sont réalisés en début de chantier par l'entreprise titulaire du **Lot Terrassements-VRD**.

Circulations périphériques des bâtiments : L'entrepreneur titulaire du **Lot Terrassements-VRD** doit une plateforme, plane, propre et compactée devant permettre la mise en place en sécurité du matériel d'élévation du personnel ou des échafaudages.

L'entreprise titulaire du **Lot 2 Gros œuvre** a à sa charge le remblaiement, le nivellement et la stabilisation des abords périphériques des ouvrages.

3.2.4. Signalisation

Contrôle des entrées et sorties : L'entreprise titulaire du lot 2 gros oeuvre a à sa charge l'installation de :

- Panneau(x) « STOP » au niveau du (des) portail(s) de sortie du chantier y compris le marquage au sol,

- La mise en place, des panneaux indicatifs des travaux.

Il doit se conformer aux prescriptions du maître d'oeuvre en ce qui concerne leur emplacement et il a la charge de leur maintien en état et en place pendant toute la durée du chantier.

PHASE DEMOLITION

Suivant l'attribution, l'entreprise réalisant le désamiantage procède au repérage visuel sur le chantier de l'ensemble des produits et matériaux contenant de l'amiante. L'entreprise en charge de ce repérage transmet une méthodologie détaillée du principe de cette signalétique (code couleur, sigle, continuité sur réseaux. Si plusieurs entreprises interviennent simultanément sur le site pendant une longue période, le désamianteur doit fournir périodiquement et afficher le zoning des espaces traités et les cheminements adaptés.

Signalisation extérieure et intérieure : L'entreprise titulaire du Lot 2 Gros-oeuvre doit mettre en place et entretenir une signalisation de chantier, tant celle nécessaire à la sécurité, que celle permettant de repérer les accès au chantier. Elle comprend également l'indication des cheminements à l'intérieur du chantier ; le balisage et la protection éventuelle des accès piétons. La surveillance du maintien, ainsi que l'entretien de cette signalisation sera assurée par l'entreprise jusqu'à l'achèvement des travaux.

3.2.5. Stationnements

Les entreprises doivent se stationner aux emplacements prévus à cet effet et imposés par la maîtrise d'ouvrage. Seuls les véhicules d'entreprises identifiés sont autorisés à utiliser ces places de parking.

3.2.6. Stockage

Pendant la période de préparation, l'entreprise titulaire du lot 1 en phase démolition (puis du lot 3 Terrassements - VRD en phase construction) doit la mise en place de clôtures d'une hauteur de deux mètres liées entre elles et au sol afin de délimiter les zones de stockage qui doivent être définies avec la maîtrise d'ouvrage.

PHASE DEMOLITION

L'entreprise réalisant le désamiantage précise dans son PPSPS les zones de stockage "tampon" qu'elle entend utiliser pendant la durée du chantier. Ces zones sont condamnées, réglementairement signalées et exclusivement réservées à l'entreprise de désamiantage.

PHASE CONSTRUCTION

L'affectation et la délimitation des zones de stockage doivent être portées sur le plan d'installation de chantier élaboré par l'OPC puis l'entreprise titulaire du **Lot 2 GROS OEUVRE**.

Aucun stockage ou entreposage de matériels ou matériaux en dehors des zones définies n'est toléré en dehors des zones clôturées.

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respecteront les conditions de stockage prévues par le fabricant. L'entrepreneur mentionnera dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joindra les fiches de données de sécurité des fabricants.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Installation électrique générale de chantier :

A. A la charge de l'entreprise titulaire (du lot 1 en phase démolition puis) **du lot 2 gros oeuvre** :

- la ligne électrique reliant le point d'alimentation et l'armoire générale et les armoires secondaires de distribution sur le chantier.

- la distribution nécessaire à ses installations et des cantonnements..).

Ces installations doivent être contrôlées périodiquement par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte de l'entreprise titulaire (du lot 1 en phase démolition puis) **du lot 2 gros oeuvre**. Les rapports de vérification et registres de sécurité sont à disposition sur le chantier.

B. A la charge de l'entreprise titulaire du **Lot Électricité** (à partir de l'armoire générale) :

- Fournir, entretenir et alimenter les tableaux de distribution en nombre suffisant. A titre indicatif, la longueur des rallonges électriques est limitée à 25 ml et il doit être implanté au moins un coffret de répartition par cage d'escalier, par niveau et par bâtiments. Les armoires de répartition (coffrets de chantier) sont montées sur pieds, ou fixées et elles doivent être à double paroi et munies d'un arrêt d'urgence (IP 447) type:" coup de poing.

- Surveiller et entretenir les installations électriques de chantier.

- Mettre en place en phase d'essais des procédures de consignation électriques.

- L'installation d'éclairage pour la circulation et le cheminement des personnels dans les bâtiments.

Ces installations doivent être contrôlées périodiquement par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte de l'entreprise titulaire du **Lot Électricité**. Les rapports de vérification et registres de sécurité sont à disposition sur le chantier.

C. Chaque entreprise doit utiliser du matériel conforme à la réglementation et désigner une personne chargée de son entretien. Obligation d'utiliser sur le chantier des rallonges électriques en état du type H07RN-F.

Éclairage de chantier :

Les installations d'éclairage général du chantier, à l'extérieur du bâtiment et de la base vie ; sont à la charge de l'entreprise titulaire du **Lot 2 gros oeuvre**.

L'entreprise titulaire du **Lot Électricité** doit les éclairages des circulations intérieures des bâtiments.

Chaque entreprise a à sa charge l'éclairage spécifique de ses postes de travail.

Les niveaux d'éclairement seront conformes aux règles d'éclairage et d'éclairement fixées par le décret n° 83721 du 2 août 1983 et codifié dans le Code du Travail sous les Art. R.R4223-1 :

- Zones et voies de circulation (escaliers, ...) 60 lux minimum

- Zone de travail, vestiaire, sanitaire 120 lux minimum

- Postes de travail permanents 200 lux minimum.

Points d'eau chantier:

La distribution d'eau sur le chantier à raison d'un point d'eau par cage d'escalier, est à la charge de **l'entreprise titulaire du lot Plomberie**.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Installés pendant la période de préparation, l'entrepreneur titulaire du lot 02 gros oeuvre assure les installations des sanitaires, des vestiaires et du réfectoire, équipés conformément à la réglementation ; pour tous les corps d'état en tenant compte des effectifs prévisionnels et du personnel féminin. En phase de préparation, chaque entreprise doit informer l'entrepreneur titulaire du lot 02 gros oeuvre de ses besoins pour son personnel.

CODE DU TRAVAIL

Sanitaires

Ils comprennent :

- Un lavabo pour 10 personnes,
- Une douche pour 20 personnes,
- L'eau potable et à température réglable,
- Un WC et un urinoir pour 20 personnes dont au moins un cabinet avec poste d'eau.
- Un cabinet d'aisance séparé pour les personnels féminin (2 wc à partir de 20 femmes).

Vestiaires

- La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,25 m2 minimum par personne.
- Ils comprennent des bancs et armoires vestiaires en nombre suffisant.
- Un vestiaire indépendant réservé aux femmes.

Réfectoires

La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,50 m2 minimum par personne. Ils comprennent :

- Tables et chaises en nombre suffisant,
- Appareil de réchauffage
- L'eau potable et à température réglable,
- Un garde-manger.

Salle de réunion – Bureau de chantier

L'entrepreneur titulaire a à sa charge, l'installation d'un bureau de chantier équipé et raccordé aux réseaux, un lieu de stockage des échantillons, ainsi qu'une salle de réunion double qui comprend notamment :

- Un téléphone relié au réseau public et accessible en permanence permettant l'appel des secours,
- Des équipements de protection individuelle (notamment des casques, des bottes ou chaussures de sécurité) destinés aux visiteurs accompagnés par la maîtrise d'ouvrage.

Les cantonnements sont disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de pénétrer dans des zones de travaux ou de stockages, ils sont maintenus en place et entretenus pendant toute la durée du chantier par l'entreprise titulaire.

Ces locaux doivent être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés. De même, le nettoyage et la désinfection de ceux-ci doit être effectué au moins une fois par jour par l'entrepreneur titulaire. Les parois de ces installations doivent être lessivables.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Entretien des voies intérieures du chantier : L'entretien de la voirie mise à la disposition des entrepreneurs, tant à l'ouverture du chantier pour des voies existantes qu'au cours du chantier pour les voies réalisées pendant la période d'exécution, est entièrement à la charge de l'entrepreneur titulaire du **Lot 2 Gros oeuvre**.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le projet de plan d'installation de chantier est joint dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises et ci-joint également en annexe.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **LOT 2** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,

- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible des grues,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **LOT 2** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	LOT 2 gros oeuvre	LOT 2 puis chaque entreprise doit veiller à la fermeture	Réception définitive des travaux
Accès	LOT 2 gros oeuvre	LOT 2	Réception définitive des travaux
Circulations	LOT 2	LOT 2 pour la définition et l'entretien	Réception définitive des travaux
Signalisation	LOT 2	LOT 2	Réception définitive des travaux
Stationnement	Sur zones prévues à cet effet. Aménagements à charge du LOT 2	LOT 2 pour la définition et l'entretien	Réception définitive des travaux
Stockage	LOT 2	LOT 2 pour la définition et l'entretien	Réception définitive des travaux
Réseaux provisoires de chantier	LOT 2	LOT 2	Réception définitive des travaux
Coffret électrique général	LOT 2	LOT 2	Réception définitive des travaux
Coffret divisionnaire et éclairage	LOT 13 Electricité	LOT 6 Electricité en phase construction	Réception définitive des travaux
Cantonnement	LOT 2	LOT 2	Réception définitive des travaux
Infirmier de chantier	SUR SITE	SUR SITE	Réception définitive des travaux
Nettoyage hors cantonnement	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	Réception définitive des travaux
PIC	LOT 2	LOT 2	Evolutif pendant tout le chantier
Protections collectives	Gros oeuvre dans le bâtiment - Charpente et couverture en toiture	Gros oeuvre dans le bâtiment - Charpente et couverture en toiture	Réception définitive des travaux
Accès hauteur communs	Gros oeuvre dans le bâtiment - Charpente et couverture en toiture	Gros oeuvre dans le bâtiment - Charpente et couverture en toiture	Réception définitive des travaux
Déchets - Gravats	LOT 2	LOT 2	Réception définitive des travaux

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Travaux préparatoires / Généralités applicables durant tous le chantier		Tous les corps d'état	Voisinage Multi danger Réseaux Travail en hauteur Chute d'objets, éclats Environnement naturel Engins et matériels Pollution de l'atmosphère Inhalation poussières	<p>Clôture de chantier : Pendant la période de préparation, par l'entreprise titulaire du Lot 2 gros oeuvre jusqu'à la prise en charge par le Lot Gros oeuvre (Clôtures fixées au sol et entre elles). Portail à l'entrée du chantier et sortie du chantier. Portillon piétons. Séparation flux piétons/flux livraisons.</p> <p>Plan d'Installation de chantier : Pendant la période de préparation, à fournir par l'entreprise titulaire du Lot Gros oeuvre.</p> <p>Protocole de chargement et déchargement en sécurité à établir par le gros oeuvre et respecter par tous les intervenants.</p> <p>BAN EN ACTIVITES : En tenir compte dans leurs études et modes opératoires, et notamment, pour la gestion des approvisionnements, les zones de stockage et le maintien des circulations piétonnes et des véhicules de secours aux abords des différentes zones en chantier.</p> <p><u>Installation de chantier :</u> Mise en place et gérée par l'entreprise titulaire du Lot Gros oeuvre.</p> <p><u>Réseaux :</u> Alimentation eau potable, évacuation EU/EP, électricité à la charge : - du lot Gros oeuvre.</p> <p><u>Protections collectives :</u> Chaque entreprise doit s'assurer de la présence des protections collectives et les respecter. Il est interdit de déposer des garde-corps sans mettre en œuvre des mesures compensatoires d'une efficacité équivalente dans l'attente de la pose du définitif ou la repose des garde-corps provisoires.</p>

				<p>L'entreprise titulaire du lot gros œuvre doit mettre en œuvre des protections collectives adaptées pour être maintenues pendant les approvisionnements (exemple : barrières écluses) aux endroits envisagés pour ces opérations (en façades notamment).</p> <p><u>Coactivité</u> : superposition et juxtaposition de tâche interdites.</p> <p><u>Bennes</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place et gérée par l'entreprise titulaire du Lot Gros œuvre. <p>Adéquation obligatoire des engins de levage par chaque entreprise.</p> <p>Risque d'intoxication : Utiliser des engins à moteur électrique.</p> <p>Analyse des risques spécifiques par l'entreprise.</p> <p>Organisation du travail.</p> <p>Port des EPI adaptés, ventilation des locaux, aspiration à la source... A détailler au PPSPS.</p>
2 DEMOLITIONS		DEMOLITION S / DESAMIAN AGE	Réseaux Amiante Rupture, effondrement Routier, autoroutier Voisinage	<p>Obtenir confirmation de la consignation des réseaux.</p> <p>Plan de retrait.</p> <p>Entreprise qualifiée, personnel formé.</p> <p>Pas de coactivité.</p> <p>L'entreprise doit mettre en œuvre des dispositions particulières pour renforcer provisoirement les planchers, plafonds (étaisements justifiés par note de calcul...) dont la solidité ne garantirait pas la sécurité des intervenants tout en limitant et interdisant l'accès aux zones dangereuses.</p> <p>Plan de circulation.</p> <p>Clôtures et signalisation de l'emprise des travaux avec périmètre de sécurité.</p> <p>Autorisation d'emprise publique et privée.</p> <p>Installation de chantier pour son personnel et sous-traitant.</p>
3 VRD, finitions, extérieurs		TERRASSEM ENT - VRD	Multi danger Déplacement de plain-pied Engins et matériels Réseaux	<p>L'entreprise doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise en sécurité du site avant travaux, - La protection contre les chutes des personnes dans les fouilles,

				<p>- La délimitation et le balisage de la zone de travail.</p> <p>Pose des éléments définitifs (regards...) à l'avancement.</p> <p>L'entreprise doit maintenir les circulations dégagées, nivelées, stables et sécurisées pour les autres corps d'état.</p> <p><u>Signalisation routière</u> : à la charge du Lot VRD pendant la durée de ses travaux.</p> <p><u>Déclaration particulière</u> : Les entrepreneurs doivent adresser une D.I.C.T aux exploitants concernés au moins 10 jours ouvrés avant le début des travaux.</p>
4 Elévation		GROS OEUVRE	Travail en hauteur Engins et matériels Multi danger	<p><u>Protections collectives</u> : L'entrepreneur titulaire du lot Gros œuvre a à sa charge la fourniture, la mise en place la maintenance et de la dépose des protections collectives pendant toute la durée du chantier, jusqu'à ce que la protection définitive soit mise en place ou que la totalité des travaux soit réalisée.</p> <p><u>Fondations</u> : Protection, balisage des fouilles. Protection des aciers en attente.</p> <p><u>Zones de stockage</u> : à déterminer et matérialiser, stabilisation des banches.</p> <p><u>Nettoyage /rangement</u> : journalier pou éviter chute de plain-pied.</p> <p><u>Circulations horizontales</u> : L'entreprise titulaire du Lot Gros œuvre a à sa charge le remblaiement, le nivellement et la stabilisation des abords périphériques des ouvrages.</p> <p><u>Moyens de levage</u> : Mise en place par l'entreprise titulaire du Lot Gros œuvre.</p> <p><u>Accès verticaux</u> : Mise en place par l'entreprise titulaire du Lot Gros œuvre.</p>
5 Clos couvert		CHARPENTE	Travail en hauteur Engins et matériels	<p>Protections collectives en rives des planchers collaborant au moment de la mise en place du bac acier jusqu'à ce que la protection définitive soit mise en place ou que la totalité des travaux soit réalisée.</p> <p><u>Travaux en hauteur</u> : adéquation des nacelles. Réserveation des</p>

				<p>zones au préalable.</p> <p><u>Moyens de levage</u> : Coordination avec Lot Gros œuvre. Adéquation des engins de levage.</p> <p><u>Approvisionnement</u> : Déterminer et matérialiser une zone de stockage.</p>
		COUVERTURE	<p>Travail en hauteur</p> <p>Multi danger</p> <p>Travaux à point chaud</p>	<p><u>Protection collectives</u> : Chaque entreprise doit s'assurer de la présence et respecter les protections collectives. Il est interdit de déposer des garde-corps sans mettre en oeuvre des mesures compensatoires d'une efficacité équivalente dans l'attente de la pose du définitif ou la repose des garde-corps provisoires.</p> <p>Intégration au plus tôt des dispositifs de sécurité définitifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lanterneau d'accès avec grille anti-chute, anse d'ancrage d'échelle, crosse de préhension. - échelle d'accès. - garde-corps, points d'ancrage... <p><u>Accès vertical</u> : L'entreprise a à sa charge la mise en place d'accès aux normes aux toitures en continuité du gros œuvre.</p> <p>L'entreprise doit approvisionner un extincteur adapté, vérifié à pied d'œuvre.</p>
		MENUISERIES EXTERIEURES et OCCULTATIONS	<p>Travail en hauteur</p> <p>Stabilité, renversement</p>	<p><u>Protection collectives</u> : Chaque entreprise doit s'assurer de la présence et respecter les protections collectives.</p> <p>Travaux en hauteur à partir de nacelles élévatrices ou échafaudages. Les moyens d'accès doivent répondre au code du travail.</p> <p>Décret 2004-924 du 1er Septembre 2004 relatif aux travaux temporaires en hauteur.</p> <p>L'entreprise doit s'assurer de la stabilité et du dégagement de ses postes de travail.</p> <p>Superposition de tâche interdite.</p> <p>Balisage pour interdiction de zone en pied de poste de travail.</p> <p>Plate-forme stable et dégagée en périphérie des bâtiments à réceptionner avant travaux.</p>
		SERRURERIE - METALLERIE	<p>Multi danger</p> <p>Engins et matériels</p>	<p>L'entreprise doit s'assurer de la stabilité et du dégagement de ses postes de travail.</p> <p>Utilisation d'auxiliaire mécanique.</p>

6 Second œuvre				<p>Pose des garde-corps et accès <u>Véhicules de levage et Outillage.</u> avec Lot Gros œuvre. Adéquation des engins de levage. <u>Approvisionnement</u> : Déterminer et matérialiser une zone de stockage.</p>
		TRAITEMENT DES FACADES	Travail en hauteur	<p>Stabilité et dégagement des abords. Formation du personnel.</p>
		CVCD	Réseaux Travaux à point chaud Travail en hauteur	Passages de réseaux verticaux : coordination avec le lot gros œuvre. Maintenance des protections collectives (au sol notamment). Extincteur à pied d'œuvre. Inspection après le travail par points chauds. Travaux en toitures : s'assurer de la présence d'un accès sécurisé et des protections collectives périphériques. Planification des travaux.
		PLOMBERIE - SANITAIRE	Réseaux Travaux à point chaud	Passages de réseaux verticaux : coordination avec le lot gros œuvre. Maintenance des protections collectives (au sol notamment). Extincteur à pied d'œuvre. Inspection après le travail par points chauds.
		ELECTRICITE CFO CFA	Travail en hauteur Contact électrique direct ou indirect Eclairage	Travaux en toitures : s'assurer de la présence d'un accès sécurisé et des protections collectives périphériques. A défaut, l'entreprise doit fournir un mode opératoire avant intervention pour garantir la sécurité de son personnel. Planification des travaux. Coffrets de distribution : à mettre en place à l'avancement et à entretenir par l'entreprise. Éclairage des circulations : Mise en place à l'avancement entretien pendant la durée du chantier.
		CLOISONS - DOUBLAGE	Manutention manuelle Voisinage Travail en hauteur Travail en hauteur	Manutention : privilégier les auxiliaires mécaniques. Respect des protections collectives sur les balcons, paliers et trémies. Évacuation régulière des déchets. <u>Approvisionnements</u> : définition de l'ouverture servant pour les approvisionnements par niveau avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises concernées. Respect des protections collectives.

				Utilisation de moyens de travail en hauteur adaptés : nacelle pour les halls de grande hauteur. Échafaudage, PIRL...
		FAUX PLAFONDS	Travail en hauteur	Utilisation de moyens de travail en hauteur adaptés : nacelle pour les halls de grande hauteur. Échafaudage, PIRL...
		MENUISERIES INTERIEURES	Inhalation poussières	Risque d'exposition aux poussières : Aspiration à la source. Ventilation des locaux.
		REVETEMENTS DE SOLS	Multi danger	Respect des protections collectives provisoires : Si celles-ci ne peuvent être maintenues, l'entreprise doit se coordonner avec l'entreprise en charge de la sécurité collective (gros œuvre) et fournir un mode opératoire pour assurer la sécurité de son personnel et la continuité de la protection collective.
		PEINTURE	Produits dangereux	Risque d'exposition à des substances chimiques : Les produits mis en œuvre doivent être indiqués dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise en joignant les fiches de sécurité. En cas de produit nocif ou toxique, avec mention des antidotes et premiers soins à dispenser. Dans le cas des travaux de peinture et de revêtements de sols collés, les locaux devront être parfaitement ventilés. Lorsque les conditions le permettront la mise en service de la ventilation mécanique sera assurée.
		ASCENSEUR	Multi danger	Protections collectives : prise en charge au démarrage et maintenance de la protection des gaines d'ascenseur par le lot concerné jusqu'à la pose des portes palières.

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - Travaux préparatoires / Généralités applicables durant tous le chantier

Tous les corps d'état

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Voisinage	<p><u>Environnement :</u></p> <p>Une attention très particulière doit être portée à la bonne tenue des clôtures de chantier. Chaque entreprise doit veiller à la fermeture des clôtures et portails.</p> <p>Les entreprises doivent respecter les règles de circulation du plan d'installation de chantier.</p> <p>Maintien des abords du chantier en état de salubrité.</p> <p>Nettoyage régulier de la chaussée dès que nécessaire par l'entreprise responsable des salissures.</p> <p>Guidage des manœuvres des véhicules et engins obligatoire sur le domaine public.</p>	<p><u>Organisation de chantier :</u></p> <p>Chaque entreprise doit respecter scrupuleusement le plan d'installation de chantier.</p>
Multi danger	<p>Chaque entreprise doit respecter le plan d'installation de chantier et notamment les entrées et sorties du chantier, les zones prévues pour le stationnement, les zones de stockage.</p> <p>Chaque entreprise doit respecter les clôtures et fermer l'accès si elle est la dernière sur site.</p> <p>L'entreprise titulaire du Lot Electricité a à sa charge la mise en place de l'éclairage intérieur des cheminements de circulation, si les conditions de luminosité ne sont pas suffisantes. L'éclairage des postes de travail reste à la charge de chaque entreprise intervenante éclairage (vérification de l'installation avant début des travaux).</p>	<p>Phase reconstruction : Toutes les entreprises doivent impérativement transmettre leurs besoins à l'entreprise titulaire du Lot Gros oeuvre en évaluant leurs effectifs prévisionnels et leur surface de stockage. Il ne sera toléré aucun bungalow vestiaire indépendant et il est interdit de se changer à l'intérieur des bâtiments en travaux.</p>
Réseaux	<p>L'entrepreneur titulaire du Lot Gros oeuvre doit faire réaliser et fournir le rapport de vérification de l'installation électrique (en levant les éventuelles observations) avant mise en service.</p> <p>L'entreprise titulaire du Lot Electricité a à sa charge les coffrets de distribution depuis le point de livraison de l'entreprise de gros oeuvre.</p>	<p>Lot VRD : Assurer pose des réseaux EP avant clos-couvert pour éviter inondation du terrain et assurer stabilité et tenue.</p>
Travail en hauteur	<p><u>Travaux en hauteur :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate. - Privilégier les interventions à la nacelle. - Utilisation de plate-forme roulante normalisée. Escabeaux et échelle interdits. 	<p>Pour la réalisation des prestations prévues en façade et en toiture, une mise en commun d'échafaudage peut être organisée. Les divers lots concernés indiquent d'une manière impérative leur besoin respectif en implantation, altitude, charges, durée et phasage, afin de finaliser par</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
		rapport au planning du chantier cette installation. Un PV de réception est réalisé entre l'ensemble des entreprises utilisatrices avant mise à disposition de l'échafaudage.
Chute d'objets, éclats	Balisages des zones de travail. Périmètre de sécurité lors des travaux en hauteur et levage.	Respect des balisages, périmètres de sécurité.
Environnement naturel	<u>Phase préparation achevée</u> : L'entrepreneur titulaire du Lot Gros œuvre doit le nettoyage de la plate-forme y compris réseaux EU / EV. Évacuation des terres et gravois. Détermination des accès au chantier. <u>Nettoyage</u> : Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, de transporter l'ensemble de ses déchets et gravats jusqu'au lieu de stockage commun et de les trier dans les différents containers prévus à cet effet.	Chaque entreprise doit désigner un Responsable Environnement Entreprise (REE). Il veille au bon tri des déchets et au respect environnemental de son corps d'état.
Engins et matériels	Adéquation des engins de levage. Plan de grutage. Personnel habilité.	Moyens de levage : Utilisation des moyens en commun après planification et convention. Utilisation d'auxiliaires mécaniques. Neutralisation des zones de levage. Guidage des manœuvres.
Pollution de l'atmosphère	1. Adapter la technique en évitant le recours aux engins à moteur thermique. 2. Interdire l'accès aux personnes non concernés par les travaux : signalisation, barrières. Limiter le nombre de personnes de votre entreprise pendant les travaux avec des engins à moteur thermique. Les moteurs doivent être coupés le plus régulièrement possible (organisation du travail). 3. Ventilation et aération : - aération naturelle à faciliter (effet de cheminée ou de courant d'air) - surveillance de l'air. - si cela n'est pas suffisant pour assurer un apport d'air neuf et surtout pour permettre une extraction des gaz et vapeurs générés par le travail: une ventilation (générale par dilution ou par aspiration locale) au moyen de ventilateurs et de conduits d'aspiration est alors nécessaire pendant toute la durée des travaux. La puissance et les emplacements des ventilateurs doivent assurer un débit d'air correct et éviter que les polluants évacués soient réintroduits dans l'espace confiné. 4. Port d'une protection respiratoire isolante et/ou filtrante, lorsqu'il est impossible de ventiler efficacement l'espace confiné.	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	L'ensemble des entreprises doivent impérativement décrire dans leurs PPSPS les mesures de prévention qu'elles mettent en place pour prémunir leurs salariés au mieux du risque SILICE (voir annexe ci-jointe).	

Séquence : 2 - DEMOLITIONS

DEMOLITIONS / DESAMIANTAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Réseaux	Les travaux de démolition et dépose ne peuvent démarrer qu'une fois les installations, électriques et de divers fluides ; neutralisées. Obtenir les attestations de consignation.	Attestation de consignation à obtenir.
Amiante	<p>L'entreprise de désamiantage doit mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières d'amiante lors de l'exécution de ses travaux. Elle doit observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.</p> <p>Les opérations de retrait ou confinement ne peuvent être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux.</p> <p>L'entreprise doit respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de ses déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.</p> <p>L'entreprise de Désamiantage doit des mesures de vérification de la concentration de fibres d'amiante dans l'air par un organisme agréé avant la mise en place du confinement ; pendant les travaux de retrait ou de confinement et à la fin des travaux (mesures libératoires) permettant de s'assurer de l'efficacité du confinement d'une part et de l'absence de fibres dans l'air après retrait.</p> <p>Son personnel travaille selon les strictes procédures du plan de retrait présenté et approuvé par les institutionnels.</p> <p>L'entreprise de Désamiantage doit prendre toutes mesures appropriées pour que la zone dédiée à leurs travaux soit signalée et inaccessible à des personnes autres que celles qui, en raison de leur travail ou de leur fonction, sont amenées à y pénétrer.</p>	<p>Chaque entreprise doit prendre connaissance des rapports de repérage amiante.</p> <p>Pendant le retrait d'amiante et tant que le Maitre d'œuvre et le coordonnateur n'ont pas obtenu de garanties suffisantes, les travaux dans les zones de désamiantage sont interdits hormis ceux qui sont effectués dans l'enceinte confinée par l'entreprise certifiée.</p> <p>Afin de prévenir les risques de dégradation de l'amiante, une entreprise à désigner (diagnostiqueur, cureur, démolisseur) est chargée de repérer les matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette signalisation est réalisée à partir des cartographies des repérages amiante. Les modalités d'exécution de cette signalisation sont communiquées au coordonnateur SPS et au maître d'oeuvre, elles détaillent en outre les dispositions prises pour la compléter au fur et à mesure de l'avancement du curage et déshabillage de l'ouvrage.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Mise en place de clôture type HERAS pour interdire l'accès aux zones prévisibles de chute de matériaux. Mise en place d'auvents faisant office de surface de recueil. Mise en place de tous les butons et étaieement nécessaires. Mise en place des protections collectives.	
Routier, autoroutier	Avant le démarrage des travaux , l'entreprise établit un plan de circulation où figure : sens de circulation et de manœuvre des véhicules et engins, séparation des circulations des piétons et des véhicules, organisation des manœuvres et les zones tampons de stationnement.	
Voisinage	Clôtures et signalisation de l'emprise des travaux avec périmètre de sécurité. Autorisation d'emprise publique et privée. Installation de chantier pour son personnel et sous-traitant.	

Séquence : 3 - VRD, finitions, extérieurs

TERRASSEMENT - VRD

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	L'entreprise doit respecter les dispositions suivantes : - Obligation de blinder une fouille étroite de plus de 1m30 de profondeur, - Délimiter les bords de tranchée avec des barrières, - Ne jamais surcharger les bords de fouilles, dégager les berges, - Capter et canaliser les eaux de ruissellement afin qu'elles n'envahissent pas la tranchée.	
Déplacement de plain-pied	L'entreprise doit maintenir des circulations dégagées, nivelées, stables et sécurisées pour les autres corps d'état.	
Engins et matériels	<u>Moyens de levage</u> : Neutralisation des zones de levage. Guidage des manœuvres. Utilisation d'auxiliaires mécaniques. Pelle équipée de clapets anti-retour. Le port du boudier réfléchissant est obligatoire pour le personnel travaillant à proximité immédiate des voies de circulation, qu'elles soient intérieures ou extérieures au chantier. Le trafic lié aux travaux, aux approvisionnements ou évacuations fait l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier. Mise en place d'un	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>agent de trafic.</p> <p>Les engins de terrassement seront équipés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'avertisseur sonore. - de signaux sonores et lumineux pour les manœuvres de recul. <p>Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied.</p>	
Réseaux	<p><u>Suivant résultats D.I.C.T et prise de connaissance des plans de récolement :</u></p> <p>Si présence des réseaux électriques ou de gaz dans l'emprise des travaux :</p> <p>L'entrepreneur titulaire doit demander une reconnaissance et la mise hors tension des réseaux électriques et de gaz depuis leur origine, avec coupure mécanique en limite de propriété. Aucun engin mécanique ne doit terrasser à moins d' 1,50 m d'une ligne enterrée.</p> <p><u>Présence de réseaux enterrés existants non définis :</u></p> <p>En cas de rencontre de réseaux enterrés non définis, l'entrepreneur concerné en informe aussitôt le Maître d'œuvre qui décidera sur accord des concessionnaires, de leur suppression ou de leur conservation.</p>	

Séquence : 4 - Elévation

GROS OEUVRE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p><u>Protections collectives :</u> L'entrepreneur titulaire du Gros oeuvre doit en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les protections en rives de planchers et terrasses en béton. - La protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement), - Les protections des trémies, réservations etc. <p><u>Planchers hauts :</u> Pose des tours d'étaieement sécurisée pour permettre les accès.</p> <p>Balisage pour interdiction de zone lors du coulage.</p> <p>Il prévoit à l'avancement les fixations des montants de garde-corps en fonction du type d'ouvrage.</p> <p><u>Gaines techniques :</u> Mise en place de dispositifs de sécurité sur trémie permettant l'intervention des lots techniques sans démontage anticipé.</p> <p><u>Murs en élévation maçonnerie et / ou béton :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Pose des sécurités collectives périphériques. - Balisage physique en pied de poste de 	<p>Chaque entreprise doit s'assurer de la présence des protections collectives et les respecter. Il est interdit de déposer des garde-corps sans mettre en oeuvre des mesures compensatoires d'une efficacité équivalente dans l'attente de la pose du définitif ou la repose des garde-corps provisoires.</p> <p>Chaque entreprise doit s'assurer de la stabilité et du dégagement de ses postes de travail.</p> <p>Lot VRD : Raccordement le plus tôt possible des réseaux extérieurs & réseaux bâtiments.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	travail y compris entretien. - Positionnement des dispositifs de stabilisation des ouvrages. <u>Circulations horizontales</u> : Remblaiement et compactage plate-forme périphérique bâtiment le plus rapidement possible. Raccordement le plus tôt possible des réseaux extérieurs & réseaux bâtiments.	
Engins et matériels	<u>Grue à tour</u> : L'entreprise titulaire du Lot Gros œuvre doit fournir le rapport d'adéquation puis de vérification avant mise en service. Il est expressément demandé à l'entreprise titulaire du Lot Gros œuvre de mettre à disposition de toutes les autres entreprises qui lui en feraient la demande, ses engins de levage disponibles pendant toute la durée de présence de celle-ci sur le chantier. Un protocole écrit sera établi avec les entreprises concernées.	<u>Moyens de levage</u> : Utilisation en priorité de la grue du Gros œuvre après planification et convention. Utilisation de maniscopic, d'auxiliaires mécaniques. Neutralisation des zones de levage. Guidage des manoeuvres.
Multi danger	Les escaliers définitifs en béton doivent être intégrés à l'ouvrage à l'avancement. L'usage des échelles n'est toléré qu'en phase provisoire pour l'accès à un niveau différent (Si hauteur inférieure à 3m). Leur implantation est adaptée à l'environnement immédiat (conditions d'accès, hauteur à monter + 1m de dépassement). Elles sont attachées en point haut, et calées en pied.	L'entreprise titulaire du Lot Etanchéité doit poser en priorité les moyens d'accès définitifs d'accès en toiture-terrasse.

Séquence : 5 - Clos couvert

CHARPENTE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	L'entreprise a à sa charge l'installation de protections collectives en rives des planchers collaborant au moment de la mise en place du bac acier jusqu'à ce que la protection définitive soit mise en place ou que la totalité des travaux soit réalisée. En cas d'utilisation de filets périphériques, la norme NF P 93-355 doit être respectée. Les protections doivent intégrer une lisse supérieure rigide. Travaux en hauteur à partir de nacelles élévatrices ou échafaudages. Les moyens d'accès doivent répondre au code du travail. Décret 2004-924 du 1er Septembre 2004 relatif aux travaux temporaires en hauteur. L'entreprise doit s'assurer de la stabilité et du dégagement de ses postes de travail. Superposition de tâche interdite. Balisage pour interdiction de zone en pied de poste de travail.	
Engins et matériels	<u>Moyens de levage</u> : Coordination avec Lot	<u>Grue</u> : Il est expressément

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Gros œuvre. Utilisation d'auxiliaires mécaniques pour les charges moins importantes. Neutralisation des zones de levage. Guidage des manœuvres	demandé à l'entreprise titulaire du Lot Gros œuvre de mettre à disposition de toutes les autres entreprises qui lui en feraient la demande, ses engins de levage disponibles pendant toute la durée de présence de celle-ci sur le chantier. Un protocole écrit sera établi avec les entreprises concernées.

COUVERTURE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<u>Protections collectives</u> : L'entreprise a sa charge la mise en place des flets en sous-face et des protections collectives en rives des toitures. Toitures : elle doit notamment la mise en place d'échafaudage en consoles ou de pieds en périphérie de l'ouvrage ; à cet effet le garde-corps doit dépasser au minimum d'1 m au-dessus de l'égout du toit. Les protections collectives périphériques devront être maintenues jusqu'à la fin de tous les travaux en toiture.	
Multi danger	<u>Accès vertical</u> : Lorsqu'une échelle est utilisée pour les accès en hauteur inférieure à 3 mètres, celle doit être fixée ou maintenue de façon à ne pouvoir ni glisser du bas ni basculer. Cette échelle doit dépasser l'endroit où elle donne accès d'un mètre au moins, ou être prolongée par une main courante à l'arrivée.	
Travaux à point chaud	Extincteurs appropriés au poste du travail. Inspection avant de quitter le poste de travail.	

MENUISERIES EXTERIEURES et OCCULTATIONS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<u>Protection collectives</u> : Chaque entreprise doit s'assurer de la présence et respecter les protections collectives. Il est interdit de déposer des garde-corps sans mettre en oeuvre des mesures compensatoires d'une efficacité équivalente dans l'attente de la pose du définitif ou la repose des garde-corps provisoires.	
Stabilité, renversement	Donner les moyens de levage et de manutention au maître d'œuvre pour qu'il définisse la nature de la plateforme. L'entreprise doit s'assurer de la stabilité et du dégagement en périphérie des bâtiments. Balisage impératif à l'aplomb des travaux en	Plate-forme stable et dégagée en périphérie des bâtiments

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>hauteur.</p> <p>Protection à l'aplomb des accès aux bâtiments.</p> <p>Maintien des abords en état de salubrité.</p>	

SERRURERIE - METALLERIE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	<p>Balisage impératif des zones d'intervention.</p> <p>Nettoyage, évacuation des déchets à l'avancement.</p> <p>Respect des protections collectives provisoires. Si celles-ci ne peuvent être maintenues, l'entreprise doit se coordonner avec l'entreprise en charge de la sécurité collective (gros œuvre) et fournir un mode opératoire pour assurer la sécurité de son personnel et la continuité de la protection collective jusqu'à la pose du définitif.</p>	
Engins et matériels	<p><u>Moyens de levage</u> : Coordination avec Lot Gros œuvre.</p> <p>Levage : Utilisation d'auxiliaires mécaniques pour les charges moins importantes.</p> <p>Neutralisation des zones de levage. Guidage des manœuvres</p>	

TRAITEMENT DES FACADES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p>L'entreprise doit s'assurer de la stabilité et du dégagement de ses postes de travail.</p> <p>Travaux en hauteur à partir de nacelles élévatrices. Les moyens d'accès doivent répondre au code du travail.</p> <p>Décret 2004-924 du 1er Septembre 2004 relatif aux travaux temporaires en hauteur.</p> <p>Travaux en hauteur à partir d'échafaudages aux normes. Planchers et garde-complets aux postes de travail. Accès sécurisé par trappes et échelles intérieures.</p> <p>Maintenir les échafaudages en conformité lors des approvisionnements et des différentes phases de travail.</p> <p>Demande d'une aire de stockage à la maîtrise d'œuvre.</p> <p>Utilisation d'auxiliaire mécanique.</p> <p>Respect des protections collectives.</p> <p>Balisage impératif des zones d'intervention.</p> <p>Nettoyage, évacuation des déchets à l'avancement.</p>	<p>Prévoir une mise en commun de l'échafaudage.</p> <p>Les entreprises devant l'utiliser doivent signer un protocole de prêt qui peut être le "PV de vérification avant mise en service de l'échafaudage."</p> <p>Elles doivent être informées des contraintes de son utilisation (charge admissible, caractéristique, etc), et en tenir compte pour leurs interventions.</p>

Séquence : 6 - Second œuvre

CVCD

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Réseaux	Passages de réseaux verticaux : coordination avec l'entreprise de gros œuvre pour l'intégration des trémies et le maintien des protections collectives (au sol notamment) pendant les travaux jusqu'à la pose de gaines, etc... Balisage à l'aplomb des interventions (aux niveaux inférieurs si risque de chute de matériaux, matériels).	
Travaux à point chaud	Extincteurs appropriés au poste du travail. Inspection avant de quitter le poste de travail.	
Travail en hauteur	Travaux en toitures : s'assurer de la présence d'un accès sécurisé et des protections collectives périphériques. A défaut, l'entreprise doit fournir un mode opératoire avant intervention pour garantir la sécurité de son personnel.	

PLOMBERIE - SANITAIRE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Réseaux	Passages de réseaux verticaux : coordination avec l'entreprise de gros œuvre pour l'intégration des trémies et le maintien des protections collectives (au sol notamment) pendant les travaux jusqu'à la pose de gaines, etc... Balisage à l'aplomb des interventions (aux niveaux inférieurs si risque de chute de matériaux, matériels).	
Travaux à point chaud	Extincteurs appropriés au poste du travail. Inspection avant de quitter le poste de travail.	

ELECTRICITE CFO CFA

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	Travaux en toitures : s'assurer de la présence d'un accès sécurisé et des protections collectives périphériques. A défaut, l'entreprise doit fournir un mode opératoire avant intervention pour garantir la sécurité de son personnel.	
Contact électrique direct ou indirect	Les électriciens doivent avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils ont à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988). Interventions sur les coffrets de chantier : seuls les électriciens sont habilités à intervenir sur les coffrets de chantier.	
Eclairage	Éclairage des circulations : Mise en place à	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	l'avancement entretien pendant la durée du chantier par lot Électricité.	

CLOISONS - DOUBLAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Manutention manuelle	Les moyens de levage appropriés doivent être utilisés conformément à leur capacité. Dégagez et balisez les zones d'évolution et de manutention. Utiliser en priorité des auxiliaires mécaniques. A défaut, respect des règles en terme de portage.	
Voisinage	Rangement - Nettoyage : à réaliser à l'avancement.	
Travail en hauteur	Maintenance des protections collectives à l'avancement de la pose des cloisons, gaines techniques, lors de approvisionnements, etc...	
Travail en hauteur	Travaux en hauteur à partir de nacelles élévatrices. Les moyens d'accès doivent répondre au code du travail. Décret 2004-924 du 1er Septembre 2004 relatif aux travaux temporaires en hauteur. Travaux en hauteur à partir d'échafaudages aux normes. Planchers et garde-complets aux postes de travail. Accès sécurisé par trappes et échelles intérieures. Maintenir les échafaudages en conformité lors des approvisionnements et des différentes phases de travail.	

FAUX PLAFONDS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	Travaux en hauteur à partir de nacelles élévatrices. Les moyens d'accès doivent répondre au code du travail. Décret 2004-924 du 1er Septembre 2004 relatif aux travaux temporaires en hauteur. Travaux en hauteur à partir d'échafaudages aux normes. Planchers et garde-complets aux postes de travail. Accès sécurisé par trappes et échelles intérieures. Maintenir les échafaudages en conformité lors des approvisionnements et des différentes phases de travail.	

MENUISERIES INTERIEURES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	Port des E.PI. adaptés pour le personnel en cas de risque d'inhalation de poussières de	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	bois. Pas de coactivité, interdire l'accès la zone.	

REVETEMENTS DE SOLS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	Utilisation de colles, solvants : Mesures nécessaires à prendre pour prévenir les risques d'intoxication et d'incendie. Tous les locaux où s'effectuent des travaux pouvant donner lieu à émanations ou vapeurs nocives doivent être suffisamment ventilés. Pas de coactivité, interdire l'accès la zone.	

PEINTURE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Produits dangereux	Dans les locaux exigus ou difficiles à ventiler, les entreprises doivent choisir des produits qui présentent le plus faible degré de toxicité et doivent privilégier l'utilisation d'émulsions et solutions aqueuses (vinyliques et acryliques) par rapport aux peintures ou vernis à solvants. Tous les locaux où s'effectuent des travaux pouvant donner lieu à émanations ou vapeurs nocives doivent être suffisamment ventilés. Pas de coactivité, interdire l'accès la zone.	

ASCENSEUR

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	Au démarrage de ses travaux, l'entreprise assure la protection des baies en façade des gaines d'ascenseur jusqu'à la pose des portes palières. L'entreprise définit les modes opératoires pour les interventions en sécurité de son personnel. Dès que possible : - Les réservations doivent être rebouchées ; - Les éléments définitifs de protections doivent être installés dès la mise en place (en particulier les garde-corps) sur les passerelles, escaliers, portes palières d'ascenseurs, etc.).	La gaine d'ascenseur doit propre et sécurisée avant la prise en charge par l'ascensoriste. Utilisation des moyens en commun après planification et convention.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

En phase démolition, les protections contre les chutes de hauteur du personnel et les risques d'effondrement et de chutes de matériaux sont à la charge de l'entreprise titulaire du **Lot 2** :

- Mise en place de clôture type HERAS pour interdire l'accès aux zones prévisibles de chute de matériaux.

- Mise en place d'auvents faisant office de surface de recueil.
- Mise en place de tous les butons et étalement nécessaires.
- Mise en place des protections collectives à l'avancement des déposes.

L'entreprise titulaire du **Lot 1 Terrassement-VRD** doit :

- La mise en sécurité du site avant travaux,
- La protection contre les chutes des personnes dans les fouilles,
- La délimitation et le balisage de la zone de travail.

L'entreprise titulaire du **Lot 2 Gros-oeuvre** a à sa charge la fourniture, la mise en place la maintenance et de la dépose des protections collectives pendant toute la durée du chantier, jusqu'à ce que la protection définitive soit mise en place ou que la totalité des travaux soit réalisée. Elle doit en particulier :

- La protection de la périphérie des fouilles.
- Dans le cas d'utilisation de prédalles ou de dalles alvéolées, les gardes corps provisoires sont mis en oeuvre avant le levage.
- Les protections en rives de planchers, terrasses. Il prévoit à l'avancement les fixations des montants de garde-corps en fonction du type d'ouvrage
- Les protections des trémies, réservations etc.
- La protection contre les blessures téleribrantes (les aciers en attente ne doivent pas présenter de risques d'empalement).
- Les étalements ainsi que les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, de filets ou de tout autre mode de protection collective pour toutes les phases des travaux.
- Les garde-corps provisoires doivent être conçus de façon à permettre la pose des garde-corps définitifs sans dépose anticipée. La position des garde-corps doit tenir compte de l'emplacement des menuiseries extérieures (ensemble vitré, etc.),
- Scellement des éléments préfabriqués au fur et à mesure de l'avancement de la pose.

L'entreprise titulaire du **Lot 3 Charpente** a à sa charge l'installation de protections collectives en sous-face et périphériques avant la réalisation de ces travaux à l'intérieur du bâtiment existant et en toitures. Elle doit notamment la pose de filets aux normes ou de platelages résistants pour protéger les travaux de pose de planchers intérieurs dans l'existant. L'entreprise doit également les protections collectives avant la pose des supports de toiture jusqu'à la prise en charge par l'entreprise de couverture.

L'entreprise titulaire du **Lot 4 Couverture** a à sa charge l'installation de filets en sous-face et des protections collectives en rives des toitures.

Les filets de sous face ne peuvent être enlevés, qu'après obturation et fermeture définitive par les corps d'état concernés, de toutes les ouvertures et trémies.

Installation de protections contre les chutes au travers des trémies des verrières, lanterneaux, descente EP.

En cas d'utilisation de filets périphériques, ces protections doivent intégrer une lisse supérieure rigide. En cas d'utilisation d'échafaudage en consoles ; le garde-corps doit dépasser au minimum d'1 m au-dessus de l'égout du toit. Les protections collectives périphériques doivent être maintenues jusqu'à la fin de tous les travaux sur ces toitures.

Elle doit la fourniture, mise en place, maintenance et dépose des protections collectives pendant toute la durée des interventions en toitures.

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de **Gros oeuvre** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise de **Gros oeuvre**.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.

- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage.(couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Éventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'OEuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'OEuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Gros oeuvre est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Gros oeuvre qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .). Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

NOTA IMPORTANT : Si une grue est nécessaire pour les travaux, la mise en place, l'implantation et la hauteur maximale des engins de levage est déterminée en concertation avec le bureau Contrôle Local Aéroportuaire CLA de la BAN – 02 98 2(42 025) puis 02 98 2(42 106), qui recueille les autorisations auprès de la DIRCAM de Bordeaux en fonction des hauteurs et longueurs de flèches demandées. Ces éléments doivent être fournis lors de la période de préparation (2 à 3 semaines pour validation).

Conformément aux servitudes aéronautiques, toute grue doit être munie d'un balisage nocturne (balises lumineuses en tête et bout de flèche) et diurne (peinture rouge et blanche sur la flèche et le 1/3 supérieur de la tour) conformément aux normes de la Direction de l'Aviation Civile. Dérogation possible pour les grues mobiles.

Les bâtiments en activités sont strictement interdits de survol en charge.

Les zones d'évolution des engins de levage sont déterminées en amont des opérations, sont positionnées sur le plan d'installation de chantier, et font l'objet de présentation écrites auprès notamment de la direction de l'établissement et du Maître d'œuvre qui sur un principe défini donnent leur accord (cette présentation est faite sur schéma avec la ou les zones d'évolution des engins, les zones de survols envisagés, les dates et heures d'interventions et une analyse des risques et moyens de prévention associés).

4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la BAN.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions.

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.

L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les

fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec " l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS " ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception sera laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise devra faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant devra :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux devront pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Les accès en hauteur, communs à tous les corps d'état, sont mis en place au fur et à mesure de l'élévation du bâtiment par l'entreprise.

L'entreprise qui installe un moyen d'accès doit le mettre à disposition des autres corps d'état.

Pour des hauteurs d'accès supérieures à 3 mètres ; l'entreprise titulaire doit installer des tours escaliers et ce pour l'ensemble des corps d'état jusqu'à la pose des accès définitifs ou la fin des travaux.

L'usage des échelles comme poste de travail est interdit, il n'est toléré qu'en phase provisoire pour l'accès à un niveau différent (Si hauteur inférieure à 3 mètres). Leur implantation est adaptée à l'environnement immédiat (conditions d'accès, hauteur à monter + 1 mètre de dépassement). Elles sont attachées en point haut, et calées en pied.

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

/

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

La mise à disposition du matériel doit faire l'objet d'une convention de prêt ou d'utilisation entre les entreprises concernées.

Avant le montage d'un échafaudage, l'entreprise chargée de cette installation, doit solidariser l'échafaudage, au fur et à mesure de son montage, à la façade.

Dans le cas d'un échafaudage de pied, l'entreprise doit s'assurer de la stabilité du terrain d'assise et vérifier le dégagement et la planéité d'une bande de terrain suffisante tout autour du bâtiment. En cas d'inexécution, elle devra impérativement en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur cas

d'inexécution, elle devra impérativement en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur.

L'entreprise qui utilise un échafaudage, installé par une autre entreprise doit appliquer la totalité des démarches suivantes :

- **s'assurer de la présence du panneau d'autorisation d'accès,**
- **qu'il soit adapté à l'usage qu'elle veut en faire,**
- **qu'il présente les sécurités requises,**

Il lui est interdit, de modifier cet équipement sans que le propriétaire en soit expressément averti par demande préalable et sans accord de ce dernier.

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

L'entreprise titulaire du lot 2 gros oeuvre doit la mise à disposition d'une ou plusieurs bennes à déchets et le renouvellement régulier jusqu'à la réception des travaux.

L'entreprise titulaire du lot 2 gros oeuvre doit :

- identifier les bennes à l'aide des pictogrammes réglementaires. Les bennes seront équipées de bâches ou des filets pour le transport afin d'éviter toute dispersion.
- veiller au respect des méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets
- identifier les centres de stockage, les centres de regroupement et les unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets.
- assurer les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité des différents déchets à l'aide des bordereaux de suivi des déchets réglementaires.
- assurer l'évacuation des déchets vers les centres identifiés.

Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, de transporter l'ensemble de ses déchets et gravats jusqu'au lieu de stockage commun et de les trier dans les différents containers prévus à cet effet. Aucun stockage ou dépôt provisoire de déchets ou gravois n'est toléré sur le chantier.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise titulaire du lot 2 gros oeuvre est responsable de l'évacuation des déchets.

Concernant les bennes, leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avèrera nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

Chaque entreprise doit désigner un Responsable Environnement Entreprise (REE). Il veille au bon tri des déchets et au respect environnemental de son corps d'état.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - **Le maître d'ouvrage a réalisé les déclarations de travaux aux concessions. Les réponses aux D.T sont jointes en annexe du CCTP Commun.**
- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Travaux de fouilles, de terrassement, de forage ou d'enfoncement :

La procédure de DT/DICT est mise en œuvre sous l'égide de l'USID Landivisiau – 02 98 2(42 359).

A partir de ces D.T, les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

Chaque entreprise doit s'informer des dispositions prises par l'exploitant du site, sachant qu'en préambule :

1. Les opérations de livraisons et d'évacuations doivent se faire en cohérence avec le fonctionnement de l'établissement.
2. Les accès et voies pompier sont en permanence libres de jour comme de nuit.
3. Les zones de stockage sont organisées de telle sorte à ne pas perturber le fonctionnement de l'établissement.

Engin de levage : La mise en place, l'implantation et la hauteur maximale des engins de levage sera déterminée en concertation avec le bureau Contrôle Local Aéroportuaire (CLA) de la BAN qui recueillera les autorisations auprès de la DIRCAM de Bordeaux en fonction des hauteurs et longueurs de flèches demandées. Ces éléments doivent être fournis lors de la période de préparation (2 à 3 semaines pour validation).

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Environnement : L'attention des entreprises est attirée sur le fait que tous les travaux sont réalisés sur le site de la Base Aéronautique Navale de Landivisiau (Finistère).

Elles doivent donc en tenir compte dans leurs études et modes opératoires, et notamment, pour la gestion des approvisionnements, les zones de stockage et le maintien des circulations piétonnes et des véhicules notamment de secours aux abords des différentes zones en chantier.

Elles doivent maintenir les circulations piétonnes et des véhicules en particulier les accès en sécurité aux urgences et secours durant l'ensemble des phases du chantier.

La gestion du flux PL lié au chantier doit être canalisée (entrée/sortie obligatoire, protocole de sécurité des livraisons).

Une attention particulière doit être donnée au manœuvre des camions, camionnettes et engins de chantier. L'emploi d'un chargé de manœuvre pour guider les véhicules en marche arrière est obligatoire.

Chaque entreprise doit prendre à ses frais et risques, les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et au public, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les fumées, les poussières.

BRUIT : L'activité aéronautique est relativement importante au voisinage du chantier. Les chefs d'entreprises doivent une analyse des risques spécifique sur le sujet du bruit et mettre à disposition des casques anti-bruit adaptés pour leur personnel sur chantier.

Sous-sol :

- Travaux de fouilles, de terrassement, de forage ou d'enfoncement : La procédure de DT/DICT est mise en œuvre sous l'égide de l'USID Landivisiau – 02 98 2(42 359).

- Se référer également au rapport d'étude géotechnique. Une étude de sol a été réalisée à l'emplacement du nouveau bâtiment à construire. Cette étude est jointe en CCTP commun. L'entrepreneur est tenu en avoir pris connaissance pour la détermination des types, profondeurs et dimensionnements des fondations.

Les entreprises titulaires du lot Terrassement-VRD et du lot Gros oeuvre doivent respecter les exigences du rapport.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

A préciser par la maîtrise d'ouvrage avant le démarrage des travaux pour gestion des éventuelles interfaces.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Les entreprises doivent respecter les consignes de sécurité et les mesures de prévention permanentes du site BAN.

DOCUMENTS JOINTS AVEC LE PGC.

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Hors mission CSPS et non concerné en chantier clos et indépendant.

Après utilisation de points chauds sur un poste de travail, les entreprises doivent l'inspecter ainsi que les locaux adjacents et les environs pouvant être concernés par les projections d'étincelles ou les transferts de chaleur. Cesser toute opération par point chaud deux heures avant le terme du travail.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation, celles-ci sont régies sous plan de prévention.

6.7. Locaux témoins

/

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les entreprises doivent respecter les consignes de sécurité et les mesures de prévention permanentes de l'établissement. DOCUMENTS JOINTS AVEC LE PGC.

Pompiers sur site 24h/24h

- MARINS POMPIERS DE LA BAN :

o Depuis poste fixe : 18 ou 42 377

o Depuis portable : 02.98.24.23.77

- INFIRMERIE DE LA BAN :

o Depuis poste fixe : 15 ou 42 703

o Depuis portable : 02.98.24.27.03

- GENDARMERIE MARITIME DE LA BAN :

o Depuis poste fixe : 17 ou 06 71 90 88 82

o Depuis portable : 06 71 90 88 82

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous.**

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé).** L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Les entreprises doivent respecter les consignes de sécurité et les mesures de prévention permanentes de l'établissement.

Pompiers sur site 24h/24h

L'entreprise de désamiantage doit préciser dans son PPSPS, les mesures d'organisation qu'elle met en œuvre en cas de dégradation volontaire (pénétration des services de secours en zone confinée) ou non, du confinement (Alerte, Évacuation du chantier...).

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

A indiquer dans le plan d'installation de chantier.

7.7. Modèle de fiche de secours

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



et dites :

1. ICI CHANTIER : LANDIVISIAU/BAN - Rénovation du bâtiment 0268

Adresse : Base Aéronautique Navale
Bâtiment 0268 (26E) 29400 LANDIVISIAU

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

A indiquer dans le plan d'installation de chantier.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

8. CISSCT

8.1. Objectifs du CISSCT

Le **Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail** (dénommé également CISSCT) a pour objectif, sur proposition du coordonnateur, de définir certaines règles communes destinées à assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier. Il peut également aborder les questions de formation et d'information des salariés. Il vérifie que l'ensemble des règles prescrites (par lui-même ou par le coordonnateur) sont effectivement mises en œuvre.

8.2. Constitution du CISSCT

Le chantier comprenant l'intervention de plus de 10 entreprises et le volume des travaux dépassant 10.000 hommes / jours, le Maître d'Ouvrage a constitué un CISSCT.

Le Collège est présidé par le Coordonnateur Sécurité désigné pour la phase " réalisation " du projet.

8.3. Composition et rôle du C.I.S.S.C.T.

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier et employant au moins 10 salariés pendant 4 semaines participent obligatoirement au CISSCT.

Participent avec voix délibérative :

- le Coordonnateur Sécurité de la phase " réalisation ",
- le Maître de l'œuvre,
- le représentant de chaque entreprise,

Participent avec voix consultative :

- un salarié de chaque entreprise, employé sur le chantier.

La participation au CISSCT est mentionnée obligatoirement dans les contrats entreprises / sous-traitants.

Sont invités à titre consultatif :

- un délégué du CHSCT (ou délégué du personnel) de chaque entreprise
- l'Inspecteur du Travail
- le représentant de la CRAM ou CARSAT.
- le représentant de l'OPPBTP.
- toute personne qui de par ses connaissances peut contribuer à améliorer les conditions d'hygiène, de sécurité, de santé et la coordination / phasage des interventions sur l'opération.

La mission du CISSCT est :

- d'assurer le respect des règles communes relatives à la sécurité, à la santé et conditions de travail,
- de vérifier l'application des mesures décidées par le Coordonnateur SPS ou par le collège lui-même,
- de régler les difficultés qui pourraient s'élever entre ses membres.

Les entrepreneurs communiqueront systématiquement au CISSCT rapports, notes et observations de l'Inspection du Travail, de la CARSAT, de l'OPPBTP ou de tout autre Organisme d'Hygiène et de Sécurité

En cas d'accident grave, les entrepreneurs avertiront immédiatement : le Coordonnateur Sécurité, le Maître de l'œuvre, l'Inspection du Travail, de la CARSAT, et l'OPPBTP.

8.4. Projet de Règlement du C.I.S.S.C.T

Voir en annexe.

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_METAH
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_Presence_Amiante
- 7305318 - LANDIVISIAU - SAFI - BATIMENT 026E - AMRTV REV01
- Presence_Silice
- consignes sécurité BMR BAN LDV travaux 0268
- 11.1 PIC 1_300
- Règlement du CISSCT Rev0